

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, DEVANT LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE À LA RÉSIDENCE DE FRANCE, NIAMEY, VENDREDI 21 MAI 1982.

21 MAY 1982 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mes chers compatriotes,

- Je suis heureux de pouvoir vous saluer ce matin à la Résidence de France. Vous êtes ici dans un pays ami, vous devez le constater chaque jour, je veux dire dans votre vie de travail comme dans les moments où vous pouvez, avec les habitants de ce pays, discuter ou débattre. Il y a bien longtemps, un peu plus de trente ans, j'étais venu pour la première fois au Niger et j'avais naturellement déjà rencontré plusieurs de ces Français qui vivaient plus loin encore qu'aujourd'hui de leur pays en raison de la difficulté des communications. Et j'imagine assez bien, avec l'évolution, ce que peuvent être aujourd'hui les conditions de votre existence, loin quand même de la France et proches par tant de moyens d'évocation et de langage, avec la possibilité de s'informer tout de même de ce qui se passe sur le reste de la planète.

- J'imagine aussi assez bien ce que peuvent être vos travaux, quelle que soit votre origine professionnelle, dans le cadre de tous ces derniers développements qui seront poursuivis et qui permettront à notre pays d'investir pour le bien commun, tandis que nombreux vous êtes et nombreux vous serez à venir contribuer à cet effort national pour le développement en Afrique, soit que vous soyez des représentants de l'administration, soit que vous apparteniez à des sociétés ou à des groupes privés. Quel que soit votre statut, j'ai un égal plaisir à vous rencontrer.

Vous savez l'effort que nous faisons pour perpétuer sous la forme moderne et juste des relations entre la France et les pays d'Afrique, spécialement d'Afrique noire. Vous savez les efforts qui sont accomplis pour réussir, à la fin de ce siècle, un nouveau mode de relations. C'est très important dans le cadre du nouvel ordre économique mondial, qui est si lent à se mettre en place et sans lui, les pays dits industriels avancés risqueront, à moyen terme, d'en supporter les conséquences pour avoir ignoré les nécessités du court terme.

- Sans doute, avez-vous ici des situations différentes de l'un à l'autre. Peut-être pourrez-vous me le dire car j'espère rester encore quelques quarts d'heure, en circulant parmi vous et donc en parlant au plus grand nombre d'entre vous. Certes, je ne vous verrai pas assez ! Comment serait-il possible pour moi en si peu de temps de connaître individuellement vos soucis, vos problèmes ? Mais cependant, je sais qu'il s'en pose, soit par rapport à l'administration mère, soit par rapport au développement des courants commerciaux, soit sur le plan professionnel, familial, éducation des enfants, soit sur le statut souvent de ceux qu'on appelle "les Français de l'étranger". Tout cela exige à tout moment que le gouvernement y veille, modifie autant que possible les textes dans le sens d'une plus grande justice entre tous les Français. Cela fait partie, si j'ose dire, des obligations normales de votre gouvernement.

Je remercie Mme Courage et M. l'ambassadeur de nous recevoir dans ces conditions ce matin à Niamey et je voudrais maintenant après avoir prononcé cette brève allocution, vous approcher un peu. Je suis accompagné, outre plusieurs collaborateurs, de quatre membres du gouvernement que je vous présente, M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué pour la coopération et le développement, Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme et Mme Edwige Avice, ministre délégué à la jeunesse et aux sports. Les uns et les autres passeront aussi parmi vous.

- Mon rôle est de veiller partout à ce que les Français se sentent aussi bien que possible dans leurs relations avec leur patrie. Bien au-delà des opinions politiques parfaitement légitimes qui font que vous obéissez, de près ou de loin, aux choix qui sont les vôtres, vous êtes tous membres d'une communauté dont j'ai la charge et vous m'êtes tous également chers.

- Je terminerai par des paroles consacrées mais qui, si loin de notre pays, peuvent avoir une signification plus profonde pour vous en vous disant, mesdames et messieurs, mes cher compatriotes,

- Vive la République,

- Vive la France !\